

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron  
ZAC de Bourran  
9 rue de Bruxelles  
12000 Rodez

Rodez, le 12/06/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/06/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

**SAS SOLEVIAL / VdR**

ZI

Avenue des Gravasses  
12200 Villefranche-De-Rouergue

Références : 12-CRARC-2025-95  
Code AIOT : 0006803659

### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/06/2025 dans l'établissement SAS SOLEVIAL / VdR implanté ZI Avenue des Gravasses 12200 Villefranche-de-Rouergue. L'inspection a été annoncée le 13/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette inspection est réalisée dans le cadre du Plan Pluriannuel de Contrôle des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS SOLEVIAL / VdR
- ZI Avenue des Gravasses 12200 Villefranche-de-Rouergue

- Code AIOT : 0006803659
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site SOLEVIAL de Villefranche de Rouergue (30 salariés) est un producteur d'alimentation animale soumis à la directive IED pour la rubrique 3642.

Le site couvre une superficie d'environ 19 500 m<sup>2</sup> et regroupe les activités suivantes :

- production d'aliments composés conventionnels sous forme de granulés, vermicelles, miettes, farines conditionnées en sac (10%) ou pour des livraisons en vrac (90%) ;
- distribution via le stockage et la revente de produits conditionnés.

#### Thèmes de l'inspection :

- Air
- AN25 Agroalimentaire Incendie
- AN25 Agroalimentaire Rejets aqueux
- Eau de surface
- Plans d'urgence
- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	AP Complémentaire du 05/06/2012, article 4	Sans objet
2	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 20/12/2006, article 7.5.3	Sans objet
3	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 20/12/2006, article 7.5.1	Sans objet
4	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25.II	Sans objet
5	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 20/12/2006, article 2.2.1	Sans objet
6	Risque incendie	Arrêté Préfectoral du 20/12/2006, article 7.6.2	Sans objet
7	Risque incendie	Arrêté Préfectoral du 20/12/2006, article 7.6.3	Sans objet
8	Risque incendie	Arrêté Préfectoral du 20/12/2006, article 7.6.5	Sans objet
9	Risque incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - Art 23	Sans objet
10	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 20/12/2006, article 7.3.3	Sans objet
11	Foudre	AP Complémentaire du 05/06/2012, article 2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
12	Rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article 15.2	Sans objet
13	Rejets atmosphériques (chaudières gaz)	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4	Sans objet
14	Prévention du risque de pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 20/12/2006, article 4.3.9	Sans objet
15	Prélèvements et consommations en eau	AP Complémentaire du 05/06/2012, article 2	Sans objet
16	Niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 20/12/2006, article 9.1.2	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucune non-conformité n'a été relevée lors de l'inspection.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 05/06/2012, article 4
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Mise à jour des rubriques
<b>Prescription contrôlée :</b>  Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées
<b>Constats :</b>  Un point sur la situation administrative de l'établissement a été réalisé avec l'exploitant. Il en ressort que : <ul style="list-style-type: none"> <li>La rubrique 2260 a été remplacée par la rubrique 3642-2a (récépissé n°14919 délivré le 21/08/2013). La capacité de production est toujours d'environ 700 tonnes de produits finis par jour. Le site est soumis à la Directive IED, régime autorisation pour la rubrique 3642-2a.</li> <li>Rubrique 1510-2c (entrepôts) : le volume total de l'entrepôt de stockage de matières et produits combustibles est de 17 000 m<sup>3</sup> et non 6 000 m<sup>3</sup> (volume des produits). Ce volume étant compris entre 5 000 m<sup>3</sup> et 50 000 m<sup>3</sup>, le site est donc toujours à déclaration pour cette rubrique.</li> <li>Rubrique 2160-2b (silos) : le volume stocké est toujours de 12 600 m<sup>3</sup>, le site reste donc à déclaration pour cette rubrique.</li> </ul>

- Rubrique 2910-A2 (combustion) : une seule chaudière au gaz naturel est présente sur le site d'une puissance thermique nominale de 1 823 kW. Le site reste donc à déclaration pour cette rubrique.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Prévention des pollutions accidentelles

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 20/12/2006, article 7.5.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Rétentions

### Prescription contrôlée :

Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

(...)

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.

(...)

### Constats :

Les 3 cuves de mélasses, huile de soja et protéilic, autrefois présentes à l'intérieur du bâtiment, ont été démantelées et installées à l'extérieur. Les travaux ont pris fin en janvier 2025. Les volumes stockés sont les suivants :

- Cuve de mélasse : 63 m<sup>3</sup>
- Cuve d'huile de soja : 60 m<sup>3</sup>
- Cuve de protéilic : 50 m<sup>3</sup>

Soit un total de 173 m<sup>3</sup>. Un bac de rétention est commun à ces 3 cuves d'un volume d'environ 110 m<sup>3</sup>, soit une capacité supérieure au volume de la plus grosse cuve (63 m<sup>3</sup>) ainsi qu'à 50% du volume stocké (86 m<sup>3</sup>). Le bac de rétention est équipé d'un dispositif d'obturation qui est fermé en permanence.

L'exploitant dispose également d'une cuve de carburant (GNR) de 2 000 litres associée à un dispositif de rétention adapté.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 3 : Prévention des pollutions accidentelles

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 20/12/2006, article 7.5.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Rétentions - Consigne

### Prescription contrôlée :

Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les

conditions d'exploitation.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté la consigne relative au contrôle des bacs de rétention en date de mai 2023. Un contrôle de l'étanchéité des installations est réalisé chaque année. Le dernier test (remplissage d'au moins 50 cm d'eau sur une durée d'au moins 48 h) a été réalisé le 19/05/2025 et n'a relevé aucune non-conformité.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Prévention des pollutions accidentelles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25.II
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétentions - Contrôles
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant.
<b>Constats :</b>  Le grand bac de rétention des 3 cuves situées à l'extérieur est vérifié annuellement par l'exploitant (cf. point de contrôle précédent). L'inspection constate visuellement que la rétention est en très bon état. L'exploitant précise que le bac est régulièrement vidé des eaux pluviales.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Prévention des pollutions accidentelles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/12/2006, article 2.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Produits absorbants
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que [...] produits absorbants.
<b>Constats :</b>  L'exploitant dispose d'une quantité suffisante de granulés absorbants à proximité immédiate de la rétention.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Risque incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/12/2006, article 7.6.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien des moyens d'intervention
<b>Prescription contrôlée :</b>  Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  Les extincteurs et RIA sont contrôlés annuellement par la société CHUBB. L'exploitant a transmis les derniers rapports d'intervention en date du 05/09/2024 qui révèlent que 88 extincteurs sont en bon état (15 appareils sortis) ainsi que les 7 RIA. L'inspection constate que l'exploitant assure un suivi de ces contrôles. En cas d'anomalie, l'exploitant met en place des actions correctives qui sont tracées dans le registre de sécurité.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Risque incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/12/2006, article 7.6.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de défense incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : <ul style="list-style-type: none"><li>- un réseau fixe d'eau incendie protégé contre le gel et alimenté par le réseau d'eau public ; ce réseau est au minimum constitué par des canalisations de diamètre 100 mm et comprend au moins :</li><li>- deux poteaux d'incendie judicieusement répartis, d'un débit minimal unitaire de 35 m<sup>3</sup>/h. Le deuxième devra être installé sous un délai maximal de trois mois côté Ouest du site. Ces prises d'eau doivent être munies de raccords normalisés et adaptés aux moyens d'intervention des services d'incendie et de secours. Leur bon fonctionnement est périodiquement contrôlé,</li><li>- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets,</li><li>- un système de détection automatique d'incendie équipe la salle des ordinateurs ainsi que les salles de commandes</li></ul> Les canalisations constituant le réseau d'incendie sont calculées pour obtenir les débits et pressions nécessaires en n'importe quel emplacement. Un mur présentant les caractéristiques de réaction au feu minimales REI 120 (coupe feu de degré 2 heures) de 6 mètres de haut du côté de la limite de propriété (RD7) avec un retour de 1 mètre sur le côté de la façade Nord devra être réalisé sous un délai de 6 mois après notification du présent arrêté.

<p><b>Constats :</b></p> <p>Les moyens de défense incendie ont été vérifiés lors de précédentes inspections et sont notamment détaillés dans le Plan Défense Incendie de mai 2023. Le site dispose :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- de 7 RIA ;</li> <li>- d'environ 90 extincteurs adaptés aux risques à défendre et signalés ;</li> <li>- de 2 colonnes sèches ;</li> <li>- de 2 poteaux incendie situés à proximité du site : <ul style="list-style-type: none"> <li>• 1 poteau sur l'avenue des Gravasses (débit contrôlé à 85 m³/h le 23/11/2023 et 5 bars de pression) ;</li> <li>• 1 poteau sur l'avenue d'Ordiget (débit contrôlé à 41 m³/h le 30/11/2023 et 5 bars de pression).</li> </ul> </li> <li>- d'un mur coupe-feu ;</li> <li>- d'un dispositif de détection incendie avec télésurveillance ;</li> <li>- d'un système d'extinction incendie sous azote dans le local de fabrication et le local automate ;</li> <li>- de 3 paratonnerres et plusieurs parafoudres.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 8 : Risque incendie**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/12/2006, article 7.6.5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Consignes</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant aura communiqué un exemplaire. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le Plan Défense Incendie (PDI) mis à jour en mai 2023 détaille l'ensemble des consignes de sécurité, moyens de secours, plans, fiches réflexes, etc.</p> <p>Un exercice d'évacuation incendie se tient environ une fois par an, le dernier ayant eu lieu le 07/02/2024.</p> <p>L'inspection a constaté l'affichage de plusieurs consignes de sécurité lors de la visite.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 9 : Risque incendie**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - Art 23</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan défense incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule.</p> <p>(...)</p>



- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues au point 3 de la présente annexe ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ;
- les plans et documents prévus aux points 1.6.1 et 3.5 de la présente annexe ;
- le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;

(...)

- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe ;

(...)

Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours.

(...)

#### **Constats :**

L'exploitant dispose d'un Plan de Défense Incendie (PDI), mis à jour en mai 2023, qui a été transmis à l'inspection et au SDIS. Ce plan comporte notamment :

- la liste des principaux risques identifiés sur le site : localisation, fonction, nature du risque...;
- le schéma d'alerte interne en cas de sinistre ;
- la fiche d'alerte externe ;
- les consignes de sécurité et d'évacuation ;
- les voies d'accès pour les secours ;
- les fiches réflexes en cas d'explosion, fuite de gaz, accident électrique, déversement chimique (poudre/liquide) et en cas d'incendie ;
- les plans de situation ;
- les plans des réseaux et des locaux ;
- la liste des moyens de secours présents sur le site et leur localisation.

L'exploitant dispose également d'un plan de formation détaillé pour tous les personnels du site. La formation incendie fait partie du cycle de formation tout comme les formations ATEX et sécurité.

La présence d'un système d'extinction incendie sous azote dans le local de fabrication et le local automate est mentionné dans le PDI mais son fonctionnement n'est pas décrit.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Dans la prochaine mise à jour du PDI, l'exploitant y rajoutera une description du système

d'extinction incendie sous azote. Le PDI actualisé sera alors transmis à l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Installations électriques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/12/2006, article 7.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle des installations électriques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>(...) Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectué au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les installations électriques sont contrôlées annuellement par un organisme de contrôle (APAVE). L'exploitant a transmis les derniers rapports de vérification périodique suite aux contrôles menés par l'APAVE du 06/11 au 08/11/2024 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 3 rapports de vérification périodique au niveau du bâtiment usine (3 observations), bureaux ADV (aucune observation) et bâtiment magasin 2 (aucune observation) ;</li> <li>• 3 certificats Q18 qui concluent en l'absence de risques d'incendie ou d'explosion ;</li> <li>• le compte-rendu de contrôle par thermographie infrarouge (Q19) qui fait état de 13 anomalies et d'un risque d'incendie. L'inspection a constaté que l'exploitant a mis en place les actions correctives nécessaires pour lever ces anomalies (facture de réparation à l'appui).</li> </ul> <p>En cas d'anomalies, l'exploitant met systématiquement en place des actions correctives qui sont tracées dans la GMAO. Les rapports de vérification et les suites données à ces contrôles sont également recensés dans une plateforme d'échange avec l'APAVE.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 11 : Foudre**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 05/06/2012, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Protection contre la foudre
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, modifié par l'arrêté du 19 juillet 2011, relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation. Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités</p>

de leur vérification et de leur maintenance. Les dispositifs de protection doivent être vérifiés selon les dispositions en vigueur.
<b>Constats :</b>  L'analyse du risque foudre (ARF) a été réalisée par un organisme agréé en juin 2011 puis actualisée en février 2014 suite à une extension du site. L'étude technique a également été effectuée en février 2014. Conformément à la réglementation, l'exploitant procède à la vérification complète de ses dispositifs de protection tous les 2 ans et à la vérification visuelle tous les ans. L'exploitant a transmis le dernier rapport des vérifications réalisées par la société BCM FOUDRE le 28/11/2024 qui ne fait état d'aucune non-conformité. Le cas échéant, l'exploitant tient compte des observations et met en place les actions correctives nécessaires.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 12 : Rejets atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article 15.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Poussières
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les émissions dans l'air respectent les VLE et sont surveillées aux fréquences suivantes.
<b>Constats :</b>  Conformément à l'arrêté ministériel du 27/02/2020 relatif aux Meilleures Techniques Disponibles (MTD) applicables à son secteur d'activité, l'exploitant réalise des mesures de ses rejets atmosphériques (poussières) tous les ans depuis fin 2023 au niveau des presses 1-2-3, des fosses 1-2, du broyeur et du silo à cases. L'exploitant a transmis le dernier rapport de mesures réalisées par l'APAVE le 14/11/2024 qui ne fait état d'aucun dépassement de VLE sur les différentes installations. A noter que sur les 5 derniers contrôles (2014, 2017, 2020, 2023, 2024), les émissions de poussières ont toujours été très inférieures aux VLE.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 13 : Rejets atmosphériques (chaudière gaz)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, VLE
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les valeurs limites d'émissions du présent point sont applicables aux autres installations que les turbines, moteurs et générateurs de chaleur directe, dont les chaudières. (...)
III. - Les valeurs limites d'émission suivantes s'appliquent sous réserve des renvois entre parenthèses aux installations de combustion existantes fonctionnant plus de 500 heures par an et : :
(...)
- de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 1 MW et inférieure ou égale à 2 MW, à compter du 1er janvier 2030.

<ul style="list-style-type: none"> <li>- NOx : 150 mg/Nm<sup>3</sup></li> <li>- CO : 100 mg/Nm<sup>3</sup></li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis le dernier rapport des mesures des rejets atmosphériques de la chaudière vapeur réalisées par l'APAVE le 14/11/2024 qui ne fait état d'aucune observation. Les concentrations mesurées en CO et NOx sont largement inférieures aux VLE (valeurs indicatives jusqu'au 01/01/2030).</p> <p>L'inspection constate que la vitesse d'éjection mesurée des gaz est supérieure à 5 m/s conformément à l'article 6.2.3 de l'AM du 03/08/2018.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 14 : Prévention du risque de pollution des eaux**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/12/2006, article 4.3.9</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect des VLE eaux résiduaires</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré et après leur épuration, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Une mesure des rejets des eaux en sortie du séparateur d'hydrocarbures est effectuée tous les 3 ans par un organisme agréé (pas de fréquence fixée dans l'arrêté d'autorisation).</p> <p>L'exploitant a transmis les dernières analyses effectuées par Aveyron Labo le 29/06/2023 qui ne révèlent aucun dépassement des concentrations maximales sur tous les paramètres (hydrocarbures, MEST, azote total, phosphore total, DCO, DBO).</p> <p>Le séparateur est régulièrement vidangé et nettoyé. L'exploitant a transmis le dernier bordereau de suivi des déchets (BSD) relatif à la vidange du séparateur en date du 05/02/2025.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 15 : Prélèvements et consommations en eau**

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 05/06/2012, article 2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prélèvements d'eau</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes :</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>En 2024, la consommation d'eau a atteint 4 822 m<sup>3</sup>. Sur les 10 dernières années, la consommation d'eau sur le réseau public n'a dépassé qu'une seule fois la valeur maximale autorisée fixée à 6 700</p>

<p>m<sup>3</sup>/an (7 390 m<sup>3</sup> en 2018). Cette prescription est adaptée au besoin de l'installation et il n'est pas nécessaire à ce jour de relever ce seuil.</p> <p>Par courrier en date du 08/11/2021, l'exploitant a informé la préfecture de l'arrêt définitif du prélèvement d'eau d'origine souterraine depuis 2016. Cette modification sera prise en compte par l'inspection dans le cadre d'un prochain arrêté préfectoral complémentaire.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 16 : Niveaux sonores**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/12/2006, article 9.1.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôles</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Une mesure de la situation acoustique sera effectuée dans un délai de quatre mois à compter de la date de mise en service des installations puis tous les 3 ans, par un organisme ou une personne qualifié dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ce contrôle sera effectué par référence au plan annexé au présent arrêté, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspecteur des installations classées pourra demander.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Des mesures acoustiques sont réalisées tous les 3 ans. L'exploitant a transmis le dernier rapport de mesures des niveaux sonores réalisées par l'APAVE du 26 au 27/09/2022.</p> <p>Il en résulte que les émergences, niveaux sonores en limite de propriété et tonalité marquée sont conformes en tout point, le jour. En revanche, des émergences et tonalité marquée sont non-conformes en certains points, la nuit.</p> <p>Depuis lors, l'exploitant a mis en place des actions correctives comme l'ajout en mai 2023 de 4 silencieux en sortie d'échappement des 2 surpresseurs. L'impact de ces mesures sur les niveaux sonores pourra alors être constaté lors du prochain contrôle.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmettra à l'inspection le prochain rapport de mesures acoustiques, dès réception.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>